ASSEMBLÉE NATIONALE

14 octobre 2023

PLF POUR 2024 - (N° 1680)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° I-5152

présenté par

Mme Pires Beaune, M. Baptiste, M. Mickaël Bouloux, M. Philippe Brun, M. Aviragnet, Mme Battistel, M. Califer, M. David, M. Delaporte, M. Delautrette, M. Echaniz, M. Olivier Faure, M. Garot, M. Guedj, M. Hajjar, Mme Jourdan, Mme Karamanli, Mme Keloua Hachi, M. Leseul, M. Naillet, M. Bertrand Petit, M. Bertrand Petit, Mme Pic, M. Potier, Mme Rabault, Mme Rouaux, Mme Santiago, M. Saulignac, Mme Thomin, Mme Untermaier, M. Vallaud, M. Vicot et les membres du groupe Socialistes et apparentés (membre de l'intergroupe Nupes)

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 3, insérer l'article suivant:**

I. – L'article 80 *sexies* du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, le mot : « trois » est remplacé par le mot : « quatre » ;

2° Au deuxième alinéa, le mot : « quatre » est remplacé par le mot : « cinq ».

II. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement des députés Socialistes et apparentés, reprise de l'amendement de M. Lefèvre adopté en commission des finances, a pour objet de renforcer l'abattement forfaitaire dont bénéficient les assistants maternels ainsi que les assistants familiaux agréments.

Ces professions peuvent en effet aujourd'hui opter soit pour l'imposition selon les règles de droit commun des traitements et salaires, soit bénéficier d'un abattement permettant de réduire leur revenu imposable.

Ce régime, dont le coût pour les finances publiques est évalué à 491 millions d'euros selon le tome 2 de l'annexe « Voies et moyens » du PLF 2023, concerne à la fois les assistantes maternelles et assistants familiaux ayant fait l'objet d'un agrément ainsi que les assistants maternels exerçant au sein des maisons d'assistants maternels et employés uniquement par des particuliers.

Selon ce régime spécifique d'imposition, le revenu brut à déclarer est égal à la différence entre, d'une part, le total des rémunérations et indemnités perçues pour l'entretien et l'hébergement des enfants et, d'autre part, une somme égale à trois fois le montant horaire du salaire minimum de croissance par jour et par enfant confié, cette dernière somme étant majorée dans certaines situations.

Si nous soutenons cet amendement, il faut cependant souligner qu'il serait préférable d'augmenter les salaires des assistants maternels et familiaux, et donc leurs retraites. Le montant résultant de l'abattement proposé par le présent amendement pourrait alors être utilisé à l'augmentation de l'aide aux parents pour garde d'enfants.